

**Jérôme BIGNON**

*Somme (3<sup>ème</sup> circonscription)  
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre du conseil d'administration de l'agence des aires marines protégées [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. des 2 août 2007 et 24 février 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 6 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 6 novembre 2007]

Membre du comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) [J.O. du 7 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi organique tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 401) [7 novembre 2007]

Rapporteur du projet de loi tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 402) [7 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 décembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 8 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

**DÉPÔTS**

Proposition de loi n° 144 visant à instituer dans les collectivités ou établissements territoriaux employant plus de cinquante personnes un rapport bisannuel "développement durable" [2 août 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 21 juillet au 19 septembre 2007 (n°s E 3592, E 3598, E 3599, E 3601, E 3608, E 3609, E 3612, E 3615, E 3616, E 3618 et E 3619) et sur les textes n°s E 3259, E 3264, E 3285, E 3377, E 3378, E 3389 annexe 6, E 3440, E 3447, E 3480, E 3548, E 3566, E 3578, E 3583, E 3585, E 3634 à E 3639 et E 3641 [9 octobre 2007] (n° 271)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 401) et le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française (n° 402) [20 novembre 2007] (n° 417)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Proposition de loi n° 655 visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [29 janvier 2008]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*DÉBATS*

**Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)**

Son intervention (p. 4531)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4536)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4574)

*Thèmes :*

Collectivités territoriales : élus locaux : responsabilité (p. 4531)

Communes : autonomie (p. 4532)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 4531)

Outre-mer : collectivités d'outre-mer : Polynésie française (p. 4531)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4531, 4575)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4532)

Outre-mer : Polynésie française : contrats de projets (p. 4531)

Outre-mer : Polynésie française : contrôles (p. 4532, 4575)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4531)

Outre-mer : Polynésie française : gouvernance (p. 4531)

Transports aériens : remboursement (p. 4531)

**Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4576 à 4608)

*Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)*

Ses interventions (p. 4576 et s.)

*Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)*

Son intervention (p. 4582)

*Article 4 (élection et renouvellement du bureau de l'assemblée de la Polynésie française)*

Ses interventions (p. 4583 et s.)

*Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)*

Ses interventions (p. 4584 et s.)

*Article 7 A (extension des matières dans lesquelles les lois et règlements sont applicables de plein droit en Polynésie française)*

Son intervention (p. 4591)

*Article 7 bis (détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes)*

Son intervention (p. 4592)

*Article 7 ter (approbation des conventions de coopération décentralisées - entrée en vigueur du décret approuvant une "loi du pays")*

Son intervention (p. 4594)

*Article 8 (encadrement du soutien financier de la Polynésie française ou de ses établissements publics aux sociétés d'économie mixte - SEM)*

Son intervention (p. 4594)

*Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)*

Ses interventions (p. 4595 et s.)

*Article 11 (sanction de l'inéligibilité des membres du gouvernement polynésien - incompatibilités applicables aux membres du gouvernement polynésien et aux représentants à l'assemblée de la Polynésie française)*

Ses interventions (p. 4596 et s.)

*Article 11 quater (conditions matérielles d'exercice de leur mandat par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française)*

Son intervention (p. 4599)

*Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)*

Ses interventions (p. 4599 et s.)

*Article 13 (questions adressées aux membres du gouvernement polynésien par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française)*

Son intervention (p. 4602)

*Article 13 bis (extension du domaine des "lois du pays" - modalités de désignation des rapporteurs à l'assemblée de la Polynésie française sur les projets et propositions de "lois du pays")*

Son intervention (p. 4602)

*Article 13 ter (attributions et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel)*

Son intervention (p. 4602)

*Article 14 (consultation des électeurs de la Polynésie française)*

Son intervention (p. 4602)

*Article 14 bis (composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres)*

Ses interventions (p. 4603 et s.)

*Article 14 quater (consultation obligatoire du Conseil d'Etat sur les recours dirigés contre un nombre accru d'actes des institutions polynésiennes)*

Son intervention (p. 4604)

*Article 15 (procédure budgétaire)*

Ses interventions (p. 4604 et s.)

*Article 16 (contrôle de la légalité des actes des institutions polynésiennes)*

Son intervention (p. 4605)

*Article 17 (contrôle juridictionnel, financier et budgétaire)*

Son intervention (p. 4605)

*Article 18 (contrôle de la gestion, du budget et des comptes)*

Son intervention (p. 4605)

*Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)*

Son intervention (p. 4607)

**Projet de loi n° 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4609 à 4610)

*Article 1er (plafonnement des dépenses électorales, enregistrement des candidatures, déroulement de la campagne électorale)*

Son intervention (p. 4609)

*Article 2 (organisation des consultations décidées par le Président de la République)*

Son intervention (p. 4609)

**Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)**

Son intervention (p. 3544)

*Thèmes :*

Environnement : développement durable : transports (p. 3544)

Mer et littoral : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (p. 3544)

Transports par eau : ports maritimes : réserves foncières (p. 3544)

**Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)**

*Après l'article 13*

Intervient sur l'adt n° 69 du Gouvernement (gestion des espaces à vocation naturelle pérenne dans les ports autonomes) (p. 3812)